

Pour conjurer la catastrophe, prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent



Alors que l'argent coule à flots, il est avant tout utilisé pour restaurer la rentabilité du capital. Pour Denis Durand, c'est une impasse dangereuse qui alimente la spéculation. Il nous montre que d'autres choix existent. C'est en imposant de soumettre l'utilisation de l'argent à une logique sociale, écologique et démocratique qu'il sera possible de répondre aux enjeux de notre époque et d'apporter des réponses durables à la crise.

groupes. Mais les annonces qui déferlent dépassent l'imagination. Les dirigeants des grandes entreprises semblent lancés dans une surenchère pour démontrer aux marchés financiers que leur main ne tremble pas pour restaurer leur rentabilité en faisant baisser le coût du travail. Les dégâts se propagent dans tout le tissu des sous-traitants, tandis que, partout, le chantage à l'emploi met systématiquement les salariés en demeure d'accepter les reculs sociaux à la faveur d'accords de compétitivité.

Ce n'est pas l'argent qui manque

Le capitalisme est-il devenu fou ? D'une certaine façon oui, au sens où le choc de l'épidémie et du confinement ne permet plus de dissimuler la logique perverse des marchés financiers, ni la complicité active des États et des banques centrales : toujours plus d'argent pour rémunérer le capital accumulé dans les multinationales et dans les portefeuilles des banques, des compagnies d'assurance, des fonds de placement.

Car ce n'est pas l'argent qui manque. L'argent public : 130 milliards de dépenses publiques supplémentaires programmées par trois lois de finances rectificatives (en attendant une quatrième avant l'automne) consacrées, pour une faible part, aux urgences en matière de santé, et, pour la plus grande partie, à financer le chômage partiel, le report des cotisations sociales patronales et des impôts sur les entreprises, les aides financières aux grands groupes. L'argent des banques : 300 milliards de garanties de l'État pour des crédits aux entreprises. L'argent des banques centrales : la BCE a l'intention d'acheter, au total, 1 650 milliards de titres au cours de l'année 2020, soit plus que tout ce qu'elle a acquis depuis 2011 pour faire face à la crise de l'euro. En outre, elle prévoit de prêter jusqu'à 3 000 milliards aux banques de la zone euro, à des conditions extraordinairement favorables (des taux négatifs, jusqu'à -1 %), à la seule condition qu'elles fassent crédit aux entreprises et aux ménages.

Rien n'est demandé quant à l'usage que les entreprises feront de cet argent, si ce n'est un seul mot d'ordre : redevenez rentables ! Que font donc les entreprises de tout cet argent ? Elles le gardent, et elles licencient ! D'après une étude de la société d'assurance-crédit Euler Hermes^[1], leurs trésoreries à la sortie du

confinement étaient, dans la zone euro, deux fois plus garnies qu'au 2^e semestre 2019. En France, elle est estimée à 75 milliards d'euros au premier semestre 2020 contre 28 milliards d'euros au deuxième semestre 2019. Elles attendent, disent-elles, que la demande reparte pour pouvoir investir et produire de façon rentable ; mais leur comportement ne fait que repousser ce moment.

Et pendant que la Cour des comptes appelle à réduire les dépenses dans les services publics pour éponger les déficits creusés par la crise, le gouvernement annonce, pour le « jour d'après », encore plus d'exonérations de cotisations sociales, sous prétexte de rendre rentables les embauches de jeunes.

Deux impératifs devant guider l'utilisation de l'argent

Tant que l'utilisation de l'argent des entreprises, de l'argent des banques et de l'argent public n'aura pour but que de restaurer la rentabilité du capital, il n'y aura pas de solution à la crise. Ce qui devrait guider cette utilisation, c'est tout particulièrement deux impératifs.

Le premier est la sécurisation de l'emploi et de la formation. Il y va, non seulement des réponses nécessaires au cataclysme social qui se dessine, mais aussi des compétences qui seront indispensables, demain, pour répondre aux défis écologiques et sociaux de notre époque. L'argent des entreprises doit donc en priorité être mobilisé pour sécuriser les emplois précaires et développer les dépenses de formation nécessaires à l'exercice des nouveaux métiers de la révolution informationnelle et de la révolution écologique. Pour les grands groupes, et bien plus encore pour les PME-TPE, ces objectifs ne peuvent être atteints qu'avec un financement extérieur à l'entreprise. C'est à cela que doivent servir l'argent des banques et les conditions favorables

auxquelles elles peuvent en obtenir auprès de la Banque de France dans le cadre des refinancements ciblés de la BCE (jusqu'à 600 milliards d'euros environ pour la France, c'est-à-dire l'équivalent de 60 % de tous les crédits aux sociétés non financières).

Avec ces ressources, il est possible de mettre en place, pour les PME-TPE, un dispositif exceptionnel de prêts superbonifiés à taux fortement négatif ou d'avances non remboursables permettant de financer, pendant trois à cinq ans, leurs dépenses salariales, de formation et d'investissement. Ce dispositif serait conditionné à la conservation de leurs salariés, à la contribution au renforcement de leurs qualifications, et à l'élargissement de leur potentiel de création de valeur ajoutée.

En effet, plus d'emplois, des emplois à temps plein plus sûrs et plus qualifiés, cela signifie plus de création de valeur ajoutée, c'est-à-dire plus de richesses qui doivent aller, non aux profits, mais aux salaires, aux cotisations et aux impôts servant à financer les services publics.

Développer les services publics est précisément le deuxième impératif qui s'impose au cœur de la crise. Qui pourrait le contester dans le domaine de la santé, de l'hôpital, de l'autonomie des personnes âgées ? Mais c'est tout aussi vrai dans l'éducation, la recherche, les transports, l'énergie, le logement à l'heure de la révolution écologique, la justice, la sécurité... Là encore, ces dépenses – en premier lieu des dépenses d'embauches dans le cadre de statuts publics et de la formation – doivent être effectuées à crédit, car ce sont des dépenses d'investissement.

Auprès de qui emprunter?

Aujourd'hui, la totalité de l'endettement de l'État et une part croissante de celui des collectivités territoriales sont contractées par l'émission de titres sur le marché financier ; il est donc, littéralement, dans la main des financiers qui ne jugent la politique économique qu'à une seule aune : celle de la rentabilité qu'ils peuvent espérer retirer de leurs placements dans l'économie française. Le même financement par les marchés financiers est prévu par le « plan de relance » européen adopté le 21 juillet 2020. Les âpres négociations qui ont précédé son adoption n'avaient pas vraiment pour enjeu la solidarité entre Européens, mais plutôt une rivalité dans la recherche des bonnes grâces des détenteurs de portefeuilles financiers, capables de choisir à tout instant quels États pourront bénéficier d'un financement, et quels États seront condamnés comme la Grèce l'a été au moment de la crise de l'euro^[2]. Aucune chance, par conséquent, de financer de cette façon le développement des services publics dont nous avons besoin.

Une autre source de financement est pourtant là : la Banque de France est en train d'acheter sur le marché, pour le compte de la BCE, plus de 300 milliards de titres émis en France, dont une majorité de titres publics. Au lieu d'alimenter la spéculation sur ces titres, ne vaudrait-il pas mieux qu'elle prête cet argent, issu du pouvoir de création monétaire de la BCE, à un établissement de crédit comme, par exemple, la Caisse des dépôts et consignations pour que celle-ci finance un plan de développement des services publics en France ? Cet exemple aurait vocation à être généralisé à toute la zone euro, voire à l'ensemble de l'Union européenne. On le voit, le plus difficile n'est pas de trouver de l'argent pour faire face à la crise : les banques et les banques centrales en créent massivement, de façon certes très inefficace aujourd'hui, et même dangereuse puisqu'elle alimente la spéculation qui nous mène à un prochain krach financier. Ce qui est difficile, c'est d'imposer des décisions contraires à tout ce que font le gouvernement et les grandes entreprises en ce moment. Pour y parvenir, il faut les rapports de forces créés par les luttes sociales, et il faut que ces rapports de forces se concrétisent dans de nouvelles institutions.

L'amorce d'un nouveau type de planification

démocratique

Il y aurait lieu, d'abord, de créer un fonds national d'urgence et de mobilisation pour l'emploi et les services publics. Ce fonds serait alimenté, d'une part par des recettes fiscales nouvelles (rétablissement de l'ISF, suppression du CICE), d'autre part par des prêts ou avances de la Caisse des dépôts refinancés à 0 % par la BCE. Il regrouperait l'ensemble des ressources mobilisées par l'État pour faire face à la crise : investissements d'urgence dans les services publics, prises de participations dans de grandes entreprises, garanties d'emprunts et bonifications d'intérêts pour les PME.

Mais les décisions les plus importantes consisteront à savoir à quels projets bénéficieraient les ressources financières de l'État et les ressources privées – crédits, investissement des profits des entreprises – ainsi mobilisées. Un moyen de soumettre ces décisions à une logique sociale, écologique et démocratique plutôt qu'à la logique de la rentabilité privée doit consister à les soumettre à une délibération décentralisée amorçant un nouveau type de planification démocratique. Cela devrait se faire dans des conférences locales, départementales, régionales où seraient représentées les différentes forces sociales – syndicats, acteurs économiques, associations, élus locaux, administrations économiques, institutions financières publiques et privées. Celles-ci débattraient des priorités à décider collectivement en matière de productions prioritaires pour répondre aux urgences sociales et écologiques, et donc en matière d'embauches, de formation, d'investissements matériels et logiciels. Ces conférences seraient le lieu d'une mobilisation des acteurs financiers publics et privés pour rendre disponibles les crédits bancaires nécessaires à la réalisation de ces projets. Elles auraient également pour mission de vérifier le respect, par l'ensemble des acteurs économiques, des engagements pris en matière d'emploi, d'investissement, de financement. Elles pourraient être saisies par les représentants des salariés dans les entreprises (CSE, syndicats) en cas de non-respect de ces engagements et lorsque les salariés seraient porteurs de projets alternatifs aux suppressions d'emplois. Leurs travaux, et leur nouvelle cohérence sociale, écologique et démocratique nourrirait la cohérence d'une conférence réunissant au niveau national les mêmes acteurs.

S'appuyer sur des leviers du local au mondial

En matière de décisions portant sur l'utilisation de l'argent, une des forces de ces nouvelles institutions serait de s'appuyer sur différents leviers, du local au mondial : nouveaux pouvoirs des salariés dans les entreprises, fonds régionaux pour l'emploi et la formation, pôle financier public, nouvelle sélectivité de la politique monétaire européenne, nouvelles coopérations internationales faisant appel à des financements mondiaux sous la forme d'une monnaie commune mondiale développée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI.

En d'autres termes, prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent dans un processus de dépassement radical du capitalisme n'est pas une utopie pour demain ; c'est une réponse aux urgences immédiates de la crise de civilisation.

Notes de bas de page :

[1] « [Il y a du cash dans les caisses des entreprises européennes et françaises, mais est-ce vraiment un signe de bonne santé financière ?](#) », *Euler Hermes*, 16 juin 2020.

[2] Voir Denis Durand, « [Austérité : la BCE aurait l'antidote, les dirigeants européens préfèrent propager le virus de la finance](#) », *Économie et société*, 13 avril 2020.

Pour citer cet article :

Denis Durand, «Pour conjurer la catastrophe, prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent», *Silomag*, n°11, juillet 2020. URL:

<https://silogora.org/pour-conjurer-la-catastrophe-prendre-le-pouvoir-sur-lutilisation-de-largent/>